

## Market News

### Etudes Economiques & Stratégie

lundi 9 mars 2026

#### Ormuz sous tension = Sell Off !

| Matières Premières |          |        |        | Clôture américaine     |           |         |        | Indices Futures |           |          |        |
|--------------------|----------|--------|--------|------------------------|-----------|---------|--------|-----------------|-----------|----------|--------|
|                    | Price    | Change | % Chg  | Indices                | Price     | Change  | % Chg  |                 | Price     | Change   | % Chg  |
| Crude Oil          | 114.92   | 24.02  | 26.42% | S&P 500                | 6,740.02  | -90.69  | -1.33% | S&P 500         | 6,605.25  | -138.5   | -2.09% |
| Gold               | 5,104.20 | -54.50 | -1.06% | Dow Jones              | 47,501.55 | -453.19 | -0.95% | NASDAQ F        | 24,096.25 | -574     | -2.33% |
| Silver             | 83.29    | -1.02  | -1.21% | Nasdaq                 | 22,387.68 | -361.31 | -1.59% | DJIA F          | 46,533    | -984     | -2.07% |
| Changes            |          |        |        | VIX                    | 29.49     | 5.74    | 24.17% |                 |           |          |        |
| DXY Index          | 99.58    | 0.590  | 0.60%  | Secteurs à Wall Street |           |         |        | Asie            |           |          |        |
| Euro               | 1.152    | -0.010 | -0.84% | Consumer Staples       | 0.29%     |         |        | % Chg Nikkei    | 51,740.46 | -3880.38 | -6.88% |
| Yen                | 158.88   | 1.090  | 0.69%  | Energy                 | -0.78%    |         |        | Hang Seng       | 25,103.27 | -654.02  | -2.54% |
| Pound              | 1.3297   | -0.012 | -0.90% | Health Care            | -1.08%    |         |        | Shanghai        | 4,076.71  | -47.49   | -1.15% |
| Marché obligataire |          |        |        | Communication Services | -1.08%    |         |        | Singapore       | 4,720.88  | -127.37  | -2.63% |
| U.S. 10yr          | 4.203    | 7.0    |        | Real Estate            | -1.26%    |         |        | Asia Dow        | 5,250.64  | -280.74  | -5.08% |
| Germany 10yr       | 2.851    | 1.5    |        | Financials             | -1.37%    |         |        | Europe          |           |          |        |
| Italy 10yr         | 3.638    | 7.1    |        | Information Technology | -1.84%    |         |        | Stoxx 600       | 598.69    | -6.14    | -1.02% |
| Japan 10yr         | 2.166    | 0.9    |        | Materials              | -1.89%    |         |        | CAC 40          | 7,993.49  | -52.31   | -0.65% |
| Crypto             |          |        |        | Consumer Discretionary | -1.96%    |         |        | DAX             | 23,591.03 | -224.72  | -0.94% |
| Bitcoin USD        | 67,314   | 5      | 0.01%  |                        |           |         |        | FTSE MIB        | 44,152.26 | -456.29  | -1.02% |
| Ethereum USD       | 1,981.45 | 22.8   | 1.16%  |                        |           |         |        | IBEX 35         | 17,074.40 | -170.8   | -0.99% |
|                    |          |        |        |                        |           |         |        | FTSE 100        | 10,284.75 | -129.19  | -1.24% |

Achévé de rédigé à 5h58

#### Crise au Moyen-Orient : risques politiques, énergétiques et humanitaires

- Ce matin, les prix du pétrole WTI ont fortement bondi jusqu'à 113 \$ le baril après des perturbations majeures de la production au Moyen-Orient et dans le détroit d'Ormuz, notamment en Irak, au Koweït et au Qatar. Cette flambée des prix reflète la crainte d'un choc d'offre mondial dans un contexte d'escalade du conflit et d'incertitude géopolitique.
- Le Hezbollah a redéployé ses forces d'élite Al-Radwan pour faire face à l'avancée israélienne dans le sud du Liban, signalant une intensification du conflit. Leur engagement laisse présager une guerre d'usure prolongée, tandis que les bombardements aggravent la crise humanitaire à Beyrouth. En Iran, l'Assemblée des experts aurait trouvé un consensus sur le futur Guide suprême, renforçant l'aile conservatrice et les Gardiens de la Révolution. Le régime affirme être prêt à soutenir au moins six mois de guerre et compte sur son économie de guerre et ses milices régionales pour résister à la pression occidentale.
- La position de Donald Trump s'est durcie, passant d'un appel au peuple iranien à une exigence de reddition du régime et à une volonté d'influencer sa succession. L'absence de plan pour l'après-guerre et l'impopularité du conflit aux Etats-Unis alimentent les critiques sur les risques d'enlisement politique, économique et militaire. La stratégie américaine est largement guidée par l'intuition personnelle de Donald Trump plutôt que par les procédures classiques de sécurité nationale selon la Maison Blanche. Cette approche centralisée et impulsive est critiquée pour son manque de rigueur et de cohérence dans la gestion du conflit.
- La Chine condamne l'intensification de la guerre et appelle à un cessez-le-feu, tout en cherchant à se positionner comme médiateur pour protéger ses intérêts énergétiques. Cette posture renforce son influence diplomatique auprès des pays du Sud global face à la politique américaine.
- Donald Trump propose de rouvrir le détroit d'Ormuz grâce à une forte présence navale et des corridors maritimes sécurisés. Ce plan se heurte toutefois aux risques militaires, au coût des assurances et au manque de soutien de certains alliés. De plus, l'Iran considère l'escorte militaire américaine des pétroliers comme une provocation susceptible de transformer le détroit d'Ormuz en zone de guerre. Téhéran menace de riposter contre les infrastructures pétrolières régionales en cas « d'erreur américaine ». La guerre provoque une campagne massive de brouillage et de falsification des signaux GPS dans les eaux du Moyen-Orient, perturbant la navigation de plus de mille navires. Cette guerre électronique accentue les risques pour le commerce mondial et paralyse davantage le trafic maritime autour du détroit d'Ormuz.

- 
- Les Etats-Unis envisagent de lever partiellement les sanctions sur le pétrole russe afin d'augmenter l'offre mondiale et de limiter la hausse des prix de l'énergie. Cette mesure vise à compenser les perturbations dans le détroit d'Ormuz et à réduire la pression inflationniste.
- 

#### Situation.

**Les contrats à terme sur le pétrole brut WTI ont grimpé jusqu'à + 31% ce lundi matin, avant de ralentir pour se négocier en hausse de 25% autour de 113 \$ le baril. Les investisseurs réagissent aux informations du week-end qui se traduisent par une série de réductions de production de grands producteurs moyen-orientaux suite aux perturbations dans le détroit d'Ormuz.** Cette hausse marque la plus forte hausse en une journée depuis avril 2020 et le niveau de prix le plus élevé depuis juin 2022, s'appuyant sur la hausse de 35,6% de la semaine dernière. **En Irak, la production de ses trois principaux champs pétrolifères du sud a diminué de 70% à 1,3 million de barils par jour, contre 4,3 millions de barils avant le conflit,** selon des sources industrielles. **Le Koweït, cinquième plus grand producteur de l'OPEP, a également commencé à réduire sa production samedi et a déclaré force majeure.** Cela fait suite à des coupes de production de GNL au Qatar la semaine dernière, resserrant encore davantage l'offre mondiale. Les analystes anticipent également des réductions potentielles de production en provenance des Emirats arabes unis et de l'Arabie saoudite en raison du remplissage rapide des installations de stockage. Par ailleurs, **l'Iran a nommé le fils du défunt ayatollah Ali Khamenei comme nouveau Guide suprême** et affiche sa volonté d'entrer dans un combat durable. Sur le plan international, le secrétaire général de l'ONU met en garde contre une situation susceptible de devenir incontrôlable.

**Selon plusieurs sources de sécurité, le Hezbollah a ordonné le retour au front de ses combattants d'élite, les forces Al-Radwan, pour contrer la progression de l'armée israélienne dans le sud du Liban.** Ce déploiement marque une escalade significative de l'engagement du mouvement pro-iranien, alors que les affrontements se multiplient le long de la frontière libano-syrienne et dans la vallée de la Bekaa. Ces unités, aguerries par des années de conflit en Syrie, disposent d'un armement sophistiqué et de capacités tactiques supérieures aux unités régulières. **Leur retour au combat suggère que le Hezbollah se prépare à une guerre d'usure de longue durée pour défendre ses bastions.** En parallèle, les bombardements israéliens sur la banlieue sud de Beyrouth continuent de provoquer des déplacements massifs de population, aggravant un désastre humanitaire que le gouvernement libanais ne parvient plus à contenir.

**Dans un tournant politique majeur pour la République islamique, un consensus aurait été atteint au sein de l'Assemblée des experts concernant l'identité du futur Guide suprême. Ce consensus suggère une victoire de l'aile conservatrice et des Gardiens de la Révolution, garantissant le maintien d'une ligne dure tant sur le plan intérieur que dans la conduite de la guerre régionale. Affichant une résilience provocatrice, les autorités iraniennes ont déclaré que le pays était prêt à affronter « au moins six mois de guerre » contre Israël et ses alliés.** Cette déclaration vise à démontrer que Téhéran a anticipé une guerre d'usure et dispose de réserves stratégiques suffisantes, malgré le pilonnage intensif de ses infrastructures militaires et de ses aéroports. Le régime s'appuie sur une économie de guerre rodée par des décennies de sanctions et sur un réseau de milices régionales capables de maintenir une pression constante sur les intérêts occidentaux. Cette annonce sonne comme un avertissement : l'Iran n'a pas l'intention de céder rapidement à la stratégie de « capitulation sans condition » prônée par Washington. **Le pays mise sur l'essoufflement de l'opinion publique américaine et sur l'instabilité**

---

---

des marchés pétroliers mondiaux pour contraindre ses adversaires à la négociation sur le long terme.

Selon le *Wall Street Journal*, l'Iran a adopté une nouvelle stratégie militaire après la guerre de 12 jours contre Israël, estimant que ses réponses limitées face aux attaques américaines et israéliennes l'avaient progressivement affaibli. Anticipant une possible élimination de son dirigeant, la stratégie repose notamment sur une « défense mosaïque » **décentralisée permettant aux commandants locaux de poursuivre les combats même si la chaîne de commandement est détruite**, et sur des attaques visant les Etats du Golfe et leurs infrastructures énergétiques ou logistiques pour perturber l'économie mondiale. Depuis le début du conflit actuel, l'Iran a ainsi frappé de nombreux pays de la région avec missiles et drones, ciblant bases militaires américaines, installations pétrolières, ports et voies maritimes stratégiques comme le détroit d'Ormuz. Le **régime conserve pour l'instant une structure sécuritaire intacte et cherche surtout à gagner du temps afin d'assurer sa survie politique et de renforcer sa position dans d'éventuelles négociations futures sur ses programmes nucléaire et balistique.**

Du côté américain, la position de **Donald Trump est passée en quelques jours d'un appel au peuple iranien à prendre en main son avenir à une exigence de « reddition inconditionnelle » du régime et à la volonté d'influencer le choix d'un nouveau dirigeant.** L'opération, présentée par la Maison-Blanche comme un succès militaire majeur. Mais, malgré des mois de préparation militaire, l'absence de plan clair pour l'après-guerre ou pour la succession politique à Téhéran est inquiétant. Cette incertitude alimente les critiques sur les risques d'enlèvement, les pertes militaires déjà enregistrées, les coûts économiques et les tensions sur les marchés énergétiques, tandis que l'extension régionale du conflit implique de nombreux pays. Sur le plan politique intérieur, la guerre pourrait fragiliser Trump face à une partie de sa base « *America First* », opposée aux interventions prolongées à l'étranger, surtout si le conflit s'éternise, que les prix de l'énergie augmentent et que les Etats-Unis se retrouvent entraînés dans un processus de reconstruction ou de changement de régime qu'il avait pourtant promis d'éviter. Cette intervention reste impopulaire : **52% des électeurs américains s'y opposent selon les derniers sondages, inquiets des conséquences économiques et du risque d'enlèvement à quelques mois des élections de mi-mandat.**

La stratégie diplomatique et militaire des Etats-Unis dans le nouveau conflit iranien semble reposer davantage sur « l'instinct présidentiel » que sur les protocoles traditionnels de sécurité nationale. La Maison Blanche a admis que le déclenchement de l'offensive a été motivé par une « impression » (un « *feeling* ») de Donald Trump concernant l'imminence de frappes iraniennes, plutôt que par des preuves de renseignement formellement partagées. Cette approche, qualifiée de « guerre au *feeling* », rompt avec les méthodes de ses prédécesseurs, le Conseil de sécurité nationale ayant été considérablement réduit au profit d'une prise de décision centralisée et impulsive. Les critiques dénoncent un amateurisme dangereux et une communication incohérente, citant l'utilisation de vidéos de style « *blockbuster* » pour promouvoir les opérations militaires. Alors que le président évoque ouvertement un changement de régime à Téhéran, d'autres membres de son administration tentent de tempérer ces propos.

La diplomatie chinoise a fermement réagi à l'intensification du conflit, affirmant que la guerre au Moyen-Orient « n'aurait jamais dû avoir lieu ». Pékin critique ouvertement l'usage de la force et appelle à un cessez-le-feu immédiat, se positionnant comme une force de médiation face à ce qu'elle décrit comme l'impulsivité occidentale. La Chine, dont la sécurité énergétique dépend largement des importations en provenance du Golfe, voit d'un très

---

mauvais œil la paralysie du détroit d'Ormuz. Tout en évitant une confrontation directe avec les Etats-Unis, Pékin multiplie les contacts avec les capitales arabes et Téhéran pour préserver ses intérêts économiques et promouvoir son propre plan de paix. Cette posture permet à la Chine de renforcer son influence diplomatique dans le « Sud global » en dénonçant ce qu'elle appelle l'instabilité générée par la « présidence impériale » américaine.

#### **Réduire les pressions sur les cours du pétrole...**

**Donald Trump a dévoilé un plan ambitieux pour rouvrir le détroit d'Ormuz. La stratégie repose sur une présence navale massive et la mise en place de corridors sécurisés sous escorte américaine.** Cependant, ce plan se heurte à des obstacles de taille. Sur le plan militaire, la menace des mines sous-marines et des attaques de drones iraniens rend toute navigation extrêmement risquée, même sous protection. Sur le plan économique, le coût des assurances maritimes reste prohibitif, les assureurs exigeant des garanties que le gouvernement américain ne peut fournir seul. Enfin, l'absence de soutien de la part de certains alliés européens et asiatiques, qui craignent une escalade incontrôlée, complique la formation d'une coalition internationale.

**Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a ouvert la porte à une levée partielle et ciblée des sanctions sur le pétrole russe afin d'atténuer le choc énergétique mondial.** Selon Bessent, le Trésor dispose de leviers permettant de remettre en circulation des « centaines de millions de barils » actuellement sous embargo. Cette stratégie pragmatique vise à créer un choc d'offre sur le marché mondial pour compenser la paralysie du détroit d'Ormuz et faire baisser les prix à la pompe aux Etats-Unis, alors que l'inflation énergétique devient un fardeau politique majeur à l'approche des législatives. **Cette annonce marque un tournant dans la politique étrangère américaine, privilégiant la stabilité économique domestique et la sécurité énergétique globale sur la stricte isolation diplomatique de Moscou, tout en cherchant à briser la prime de risque géopolitique qui pèse sur le baril.**

**Scott Bessent a affirmé que les Etats-Unis étaient « en passe » de restaurer la sécurité du passage des navires dans le détroit d'Ormuz.** Le secrétaire au Trésor a souligné que l'administration travaillait sur un dispositif complet alliant protection militaire directe et garanties d'assurance souveraine pour les compagnies maritimes. L'objectif est de rassurer les marchés financiers et de réduire la volatilité des prix de l'énergie en garantissant que les flux de GNL qatari et de pétrole saoudien ne seront pas durablement interrompus. **Cette déclaration se veut un signal de confiance envoyé aux investisseurs, affirmant que les capacités de projection américaines sont suffisantes pour briser tout blocus iranien.** Cependant, les experts restent prudents, soulignant que la sécurisation d'une artère aussi étroite nécessite des moyens navals massifs et expose la marine à **des risques de guérilla.**

**Face à l'annonce du président américain Donald Trump de déployer la marine américaine pour escorter les pétroliers, Téhéran a réagi avec une hostilité marquée, défiant ouvertement Washington de sécuriser ce corridor vital.** Les autorités iraniennes ont qualifié l'initiative d'escorte militaire de « provocation directe » qui transformerait le détroit d'Ormuz en zone de guerre active. L'Iran, par la voix de ses Gardiens de la Révolution, a prévenu que la présence de navires de guerre étrangers ne ferait qu'accroître l'insécurité et que toute « erreur d'appréciation » américaine entraînerait une riposte immédiate contre les actifs pétroliers de la région. Ce bras de fer verbal intervient alors que les assureurs maritimes multiplient les primes de risque, menaçant de paralyser les flux de brut si une protection militaire n'est pas effectivement mise en place. **La tension est à son comble** ce matin !

---

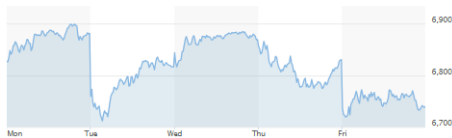
Depuis le déclenchement des hostilités, plus de mille navires naviguant dans les eaux stratégiques du Moyen-Orient, notamment en Méditerranée orientale et dans le Golfe, ont signalé une perte totale ou une altération grave de leur signal GPS. Ce phénomène, loin d'être un incident technique isolé, est le résultat d'une campagne massive de « spoofing » (usurpation de coordonnées) et de brouillage électronique menée à une échelle inédite. Les experts en sécurité maritime attribuent ces perturbations aux capacités de guerre électronique déployées tant par les forces régionales que par les grandes puissances présentes sur zone. L'objectif est double : protéger les sites sensibles contre les attaques de missiles et de drones guidés, tout en aveuglant les capacités de navigation de l'adversaire. **Les conséquences sont critiques pour le commerce mondial : les pétroliers et porte-conteneurs sont contraints de revenir à des méthodes de navigation traditionnelles ou de suspendre leurs trajets**, aggravant la paralysie logistique déjà observée dans le détroit d'Ormuz. **Cette situation met en lumière la vulnérabilité des infrastructures civiles face aux nouvelles technologies de guerre hybride.**

### Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

### S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

### VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

## Etats-Unis

La séance de vendredi à Wall Street s'est soldée par un net repli des principaux indices américains dans un climat de forte nervosité marqué par la combinaison d'un choc géopolitique au Moyen-Orient et d'un rapport sur l'emploi américain nettement inférieur aux attentes, **deux éléments qui ont ravivé les craintes d'un scénario de « stagflation »**. Les investisseurs ont massivement réduit leur exposition au risque alors que la guerre impliquant l'Iran continue d'alimenter une flambée des prix de l'énergie, exacerbée par la fermeture du détroit d'Ormuz qui bloque une part importante des exportations de pétrole du Golfe. **Les tensions se sont encore intensifiées après les déclarations du président Donald Trump affirmant qu'aucune négociation n'était envisagée avec l'Iran en dehors d'une « reddition inconditionnelle »**, ce qui a nourri les anticipations d'un conflit prolongé susceptible de perturber durablement l'approvisionnement énergétique mondial. Dans ce contexte, le baril de WTI a bondi de plus de 12% au cours de la séance pour atteindre un plus haut de deux ans et demi autour de 90 \$, certains **responsables énergétiques du Golfe allant jusqu'à évoquer un scénario extrême dans lequel les exportations régionales seraient suspendues si le conflit devait s'étendre**. Les marchés ont immédiatement intégré le risque d'un choc inflationniste lié à l'énergie, susceptible de peser sur les marges des entreprises et sur la consommation. Cette poussée du pétrole a lourdement pénalisé les secteurs sensibles aux coûts énergétiques, notamment les compagnies aériennes et les valeurs cycliques. Dans ce contexte, le S&P 500 a ouvert en baisse, à 6 769 (- 1,3%), puis fluctué autour des 6 750 sans grande volatilité *intraday*, et clôturer, sans « *buy the dip* », à 6 740 (- 91 points), en baisse de 1,3%. Le Nasdaq est en baisse de 1,6% à 22 388 (- 361 points) et le Dow Jones recule de 1,0% à 47 502 (- 453 points). Le VIX bondi de 12,7% à 91,3 (+ 10,3 points), son plus haut niveau depuis avril 2022, illustrant le regain d'aversion au risque sur les marchés financiers. Le Dow Jones a connu un plus bas de trois mois et demi en séance.

Les ventes ont été particulièrement marquées dans les valeurs technologiques et les semi-conducteurs, amplifiant la pression sur l'indice Nasdaq. La faiblesse généralisée des méga capitalisations technologiques a pesé sur l'ensemble du marché, avec notamment **Meta Platforms** (- 2,4%), **Tesla** (- 2,2%), **Amazon** (- 2,6%) et **Nvidia** (- 3,0%) en recul notable, tandis qu'**Apple** (- 1,1%), **Alphabet** (- 0,8%) et **Microsoft** (- 0,4%) ont également terminé dans le rouge mais elles ont mieux résisté. Le secteur des semi-conducteurs a subi une correction encore plus marquée avec **Lam Research** (- 7,3%), **Micron Technology** (- 6,7%), **KLA Corp** (- 6,9%) et **Applied Materials** (- 6,3%), tandis qu'**ASML** (- 5,5%), **Intel** (-

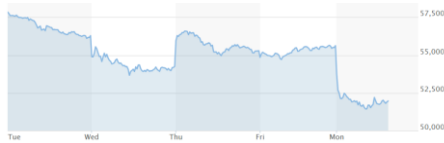
5,5%) et **ARM Holdings** (- 5,2%) ont également reculé. **Les valeurs liées à l'intelligence artificielle et aux infrastructures numériques ont été particulièrement touchées, illustrant la sensibilité du segment technologique à une hausse des taux réels, à la hausse des coûts énergétiques et à l'aversion au risque.** Les compagnies aériennes ont également fortement chuté dans le sillage de la flambée du pétrole, **American Airlines** (- 5,2%) et **Southwest Airlines** (- 5,3%) menant les pertes, tandis que **Delta Air Lines** (- 3,8%) et **United Airlines** (- 3,5%) ont également reculé. Les valeurs liées aux cryptomonnaies ont souffert de la baisse du bitcoin, avec **Riot Platforms** (- 9,2%), **MARA Holdings** (- 8,7%) et **Coinbase** (- 4,1%) sous pression. Les constructeurs immobiliers ont également fléchi dans un contexte de remontée des rendements obligataires, **Lennar** (- 3,0%), **Toll Brothers** (- 1,3%) et **DR Horton** (- 1,8%) terminant en baisse. A l'inverse, certains segments défensifs ont mieux résisté, notamment les valeurs de défense soutenues par les anticipations d'une hausse des dépenses militaires : **Lockheed Martin** (+ 2,6%), **Northrop Grumman** (+ 2,2%), **RTX** (+ 2,9%) et **L3Harris Technologies** (+ 2,2%). Dans l'actualité des entreprises, plusieurs publications et annonces ont animé la séance. **Marvell Technology** (+ 18,4%) a bondi après des perspectives de croissance solides dans les centres de données liés à l'intelligence artificielle, tandis que **Samsara** (+ 19,5%) a également progressé grâce à des revenus trimestriels supérieurs aux attentes. **Boeing** a gagné 4,1% après des informations indiquant que la Chine pourrait acquérir jusqu'à 500 appareils 737 Max dans le cadre d'un accord potentiel entre Washington et Pékin. **CF Industries** a progressé de 4,5% sur fond de craintes de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement d'engrais liées au conflit au Moyen-Orient.

En revanche, **le secteur financier a été pénalisé par les inquiétudes autour du crédit privé après que BlackRock (- 7,2%) a limité les retraits dans son fonds HPS Corporate Lending Fund de 26 Mds \$**, déclenchant un repli de 7,2% du titre et entraînant dans son sillage **Ares Management** (- 6,1%) et **KKR** (- 4,5%). Dans la distribution, **Gap** (- 14,4%) a plongé après des ventes comparables inférieures aux attentes, tandis que **Nutex Health** (- 14,3%) a chuté après une perte trimestrielle nettement plus élevée que prévu.

Sur le plan macroéconomique, la publication du rapport sur l'emploi américain a constitué l'autre événement majeur de la séance. **Les créations d'emplois non-agricoles ont reculé de manière inattendue de 92 000 en février alors que le consensus anticipait une hausse d'environ 55 000 postes, marquant la plus forte contraction de l'emploi depuis quatre mois.** Parallèlement, le taux de chômage est remonté à 4,4% contre 4,3% attendu, signalant un affaiblissement du marché du travail. Les salaires horaires moyens ont néanmoins progressé de 0,4% sur un mois et de 3,8% sur un an, légèrement au-dessus des prévisions, ce qui renforce les préoccupations inflationnistes, lié aux coûts salariaux, dans un contexte de flambée des prix de l'énergie. D'autres indicateurs ont envoyé des signaux mitigés : les ventes au détail de janvier ont reculé de 0,2% sur un mois, un peu moins que prévu, tandis que le crédit à la consommation n'a progressé que de 8,05 Mds \$, en-dessous des attentes. Les responsables de la banque centrale américaine ont pour leur part adopté un ton prudent. **Le gouverneur Christopher Waller a indiqué que la hausse des prix de l'énergie liée au conflit iranien ne devrait pas provoquer une inflation durable**, rappelant que la banque se concentre principalement sur l'inflation sous-jacente. De leur côté, les présidents de la *Fed* de Cleveland et de Boston ont souligné qu'une politique monétaire restrictive devrait probablement être maintenue pendant un certain temps, compte tenu de l'incertitude entourant l'inflation et l'évolution du marché du travail. Dans l'ensemble, les marchés anticipent désormais très peu de chances d'une baisse de taux lors de la réunion du *FOMC* des 17-18 mars, les investisseurs intégrant le risque d'une inflation énergétique persistante.

*Détail de la séance sur les valeurs : cf. Les US en Actions.*

## Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

## Asie

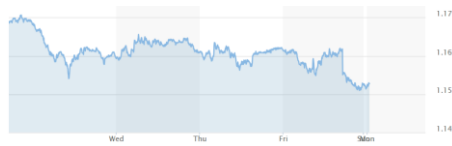
Le **Nikkei 225** chute de 6,7% pour passer sous les 51 900 points, ses niveaux les plus faibles depuis deux mois, alors que le pétrole dépassait les 100 \$ le baril en raison des craintes d'une guerre prolongée au Moyen-Orient, alimentant les craintes inflationnistes. Cette chute intervient alors que la guerre croissante entre les Etats-Unis et Israël contre l'Iran entrainé dans sa deuxième semaine sans aucune résolution en vue, tandis que les principaux producteurs pétroliers de la région ont réduit leur production en raison de l'arrêt des livraisons via le détroit d'Ormuz. Le Japon dépend du Moyen-Orient pour environ 85% de ses approvisionnements pétroliers, dont environ 70% passent par le détroit d'Ormuz, ce qui rend le pays particulièrement vulnérable aux chocs pétroliers. **Le gouvernement envisage désormais d'exploiter une partie de ses réserves nationales de pétrole alors que la crise iranienne se poursuit.** Les actions technologiques ont été durement touchées, notamment Kioxia Holdings (- 10,5%), Fujikura (- 10,0%), Advantest (- 10,5%), SoftBank Group (- 10,4%) et Tokyo Electron (- 8,0%). Les grandes entreprises financières et grand public ont également été mises sous pression, tandis que les entreprises liées à l'énergie sont en hausse grâce à la flambée des prix du pétrole.

Sur les marchés chinois, le **Hang Seng** corrige de 2,5% et **Shanghai** de 1,1%. Ce repli s'explique par **la chute des contrats à terme américains (- 1,9% pour le S&P 500 et - 2,2% pour le Nasdaq)** et l'affaiblissement des marchés régionaux, sous l'effet des chocs inflationnistes liés à la flambée des prix du pétrole. Cette hausse des coûts de l'énergie a alimenté les craintes d'une augmentation du coût de la vie et d'éventuelles hausses de taux d'intérêt à travers le monde. Au niveau domestique, la déflation persistante sur les prix à la production souligne la faiblesse de la demande intérieure. Les investisseurs ont largement ignoré les données de l'IPC, qui montrent une inflation de 1,3%, son plus haut niveau en trois ans, alimentée par les voyages et les dépenses du Nouvel An lunaire.

Le **KOSPI** chute de près de 7,6%, prolongeant les pertes de la semaine dernière alors que le pétrole dépassait les 100 \$ le baril face aux craintes d'un conflit prolongé au Moyen-Orient, alimentant les craintes d'inflation. La Bourse de Corée a de nouveau activé une suspension de *sidecar* dans le pré-marché, mettant en pause les échanges du programme pendant cinq minutes dans un contexte de volatilité accrue des contrats à terme. Les géants des semi-conducteurs Samsung Electronics et SK Hynix ont mené la baisse, chutant respectivement de 9,1% et 9,5%, et d'autres valeurs corrigent comme Hyundai Motor (- 9,8%), HD Hyundai Energy (- 7,0%) et Hanwha Aerospace (- 3,0%).

Le **S&P/ASX 200** australien perd 3,3%, prolongeant les pertes de la semaine dernière et atteignant son plus bas niveau depuis décembre 2025, alors que l'escalade des tensions dans le conflit américano-israélien avec l'Iran a freiné l'appétit pour le risque et attisé les craintes d'une hausse des prix du pétrole et de l'inflation. **Le ministre de l'Energie, Chris Bowen, a déclaré que le pays dispose de réserves de carburant équivalentes à 36 jours d'essence, 34 jours de diesel et 32 jours de carburant pour avions, bien en dessous des 90 jours recommandés par l'Agence internationale de l'énergie.** Par ailleurs, la gouverneure de la RBA, **Michele Bullock, a averti que la hausse des prix de l'énergie pourrait désancrer les attentes d'inflation et faire monter les taux d'intérêt.** Les actions minières ont enregistré des pertes, BHP Group, Rio Tinto et Fortescue chutent de 2,9% à 5,4%, tandis que les principaux prêteurs CBA, NAB, Westpac et ANZ Group perdent de 3,1% à 3,9%.

## Change €/€



(Source : Marketwatch)

## Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

## Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

## Changes et Taux

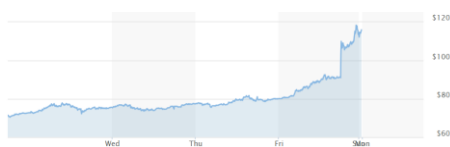
La séance obligataire de vendredi s'est révélée contrastée, dominée par des tensions inflationnistes liées à l'envolée des prix de l'énergie et par la surprise négative venue du marché de l'emploi américain. Aux Etats-Unis, les taux à 10 ans ont d'abord progressé sous l'effet de la flambée du pétrole, de 4,13% à 4,18%, avant de violemment, mais ponctuellement, chuter sur la publication du *BLS*, pour tomber à 4,12%, avant de rebondir à 4,18%, puis retomber à 4,11%. Enfin, dans un ultime rebond, les taux longs américains vont clôturer à 4,13%, en baisse de 0,7 pb sur la séance ! Les données du *BLS* ont ravivé les anticipations d'un assouplissement monétaire, les marchés envisageant désormais une première baisse de taux dès l'été, possiblement en juillet, même si les inquiétudes inflationnistes persistent avec la flambée des cours du pétrole. Les mouvements de yo-yo traduisent bien l'indécision des investisseurs, justifié par un discours très prudent des banquiers centraux. Sur la semaine, les taux américains ont néanmoins fortement progressé, le taux à dix ans gagnant 18 pb et le 30 ans 14 pb, pour atteindre 4,8%, tandis que le deux ans a connu une forte volatilité entre 3,63% et 3,56%. En Europe, l'impact de ces tensions énergétiques a dominé les marchés obligataires, les investisseurs anticipant un maintien de conditions monétaires restrictives. Les taux à 10 ans du *Bund* allemand à dix ans a grimpé de 2,84% à 2,88% et fluctué autour de 2,86/2,87% durant la séance, un plus haut depuis début février. Les *Bunds* clôturent à 2,861% (+ 1,6 pb). La hausse hebdomadaire est de 21 pb. L'OAT française s'est tendue à 3,532% (+ 3,6 pb) et les BTP italien ont suivi le mouvement, à 3,637% (+ 7,0 pb), également sur un plus haut de plusieurs mois. Les marchés redoutent qu'une flambée durable des prix de l'énergie entretienne l'inflation dans la zone euro et contraigne la BCE à maintenir une politique monétaire restrictive, certains opérateurs allant même jusqu'à envisager une nouvelle hausse de taux cet été. Le Royaume-Uni s'inscrit dans la même dynamique, avec un rendement du *Gilt* à dix ans dépassant 4,57% (+ 9,1 pb) et enregistrant une progression hebdomadaire spectaculaire de 34 pb, la plus forte depuis l'automne 2022. La perspective d'un choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient réduit fortement les anticipations de baisse de taux de la Banque d'Angleterre alors même que les perspectives de croissance britannique ont été revues à la baisse. Globalement, la séance illustre un environnement de marché dominé par le risque inflationniste énergétique et les tensions géopolitiques, qui l'emportent sur le traditionnel mouvement de refuge vers les obligations souveraines, même si les statistiques économiques américaines fragilisent la dynamique de croissance et entretiennent l'idée d'un futur assouplissement monétaire.

Sur le marché des changes, la flambée des prix du pétrole et par la surprise négative du rapport sur l'emploi américain a profondément influencé les flux de capitaux et les arbitrages entre devises. Aux Etats-Unis, le dollar s'est globalement stabilisé après avoir brièvement progressé en début de séance. Vendredi, le *Dollar Index* est passé de 99,00 à une pointe à 99,40, pour retomber sous les 99,0 et clôturer à 98,86 (- 0,5%). Mais, ce matin, il est en hausse de 0,6% à 99,5 dans le sillage du pétrole. L'euro est quasiment stable en fin de semaine, à 1,1618 (+ 0,1%) après avoir touché 1,156 \$, un plus bas depuis la fin novembre. Mais, ce matin, il est tombé à 1,1530 \$. L'intensification du conflit entre Israël et l'Iran, avec l'extension des opérations militaires au Liban et les menaces de perturbation de l'approvisionnement énergétique dans le Golfe, ont renforcé les craintes inflationnistes en Europe, une situation susceptible de fragiliser davantage la monnaie unique. Dans ce contexte de tensions, les devises traditionnellement associées aux actifs refuges ou aux économies exportatrices d'énergie ont particulièrement profité des mouvements de marché. Vendredi, le franc suisse s'est imposé comme la principale valeur refuge de la séance, progressant d'environ 0,7% face au dollar et de près de 0,6% face à

l'euro, la devise helvétique s'appréciant également fortement face au yen. Les cambistes ont également privilégié les monnaies des pays producteurs d'hydrocarbures. La couronne norvégienne a ainsi fortement progressé, gagnant environ 0,9% face à l'euro et près de 1,0% face au dollar. Dans la même logique, le dollar canadien s'est également renforcé : + 0,7% face au billet vert et de plus de 0,5% face à l'euro, bénéficiant lui aussi du statut de devise d'un grand pays exportateur de pétrole. Dans ce contexte, le facteur énergétique a largement éclipsé les autres déterminants du marché des changes.

Sur le marché des métaux précieux, vendredi, les cours de l'or ont progressé au-dessus de 5 180 \$ (+ 2,0%), tandis que l'argent a rebondi à 84,7 \$ l'once (+ 3,1%), après avoir évolué sous pression pendant une grande partie de la semaine. Toutefois, ce matin, l'or recule de 1,2% à 5 097 \$ et l'argent de 1,4% à 83,1 \$. Le mouvement de reprise, vendredi, est directement lié à la publication d'un rapport sur l'emploi américain particulièrement décevant. Ces données ont ravivé les inquiétudes concernant un possible ralentissement de l'économie américaine et ont incité les investisseurs à se repositionner sur les actifs refuges et anticiper des baisses de taux de la banque centrale. La perspective de futures baisses de taux réduit le coût d'opportunité associé à la détention d'actifs non rémunérateurs comme l'or ou l'argent. Cependant, la dynamique du marché des métaux précieux est restée contrastée sur l'ensemble de la semaine dernière. L'argent, en particulier, perd 10,3% sur la semaine. Durant les premiers jours de la semaine, les métaux précieux ont en effet subi la pression combinée du renforcement du dollar et de la remontée des anticipations inflationnistes liées à l'envolée des prix du pétrole. Cette combinaison d'un dollar ferme et de taux réels élevés a pesé sur l'attrait des métaux précieux pendant une grande partie de la semaine et sur ce matin. En définitive, **la séance de vendredi et de ce matin illustre un marché partagé entre deux forces opposées : d'un côté, les tensions géopolitiques et la flambée des matières premières énergétiques qui entretiennent les pressions inflationnistes et soutiennent le dollar, de l'autre, la dégradation des indicateurs économiques américains qui ravive les anticipations d'assouplissement monétaire et renforce la demande pour les actifs refuges comme l'or et l'argent.**

## Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

## Pétrole

**Ce matin, les contrats à terme sur le pétrole brut WTI ont grimpé jusqu'à 31%, avant de ralentir pour se négocier en hausse de + 25% autour de 113 \$ le baril**, dans le contexte d'une série de réductions de production de grands producteurs moyen-orientaux suite aux perturbations dans le détroit d'Ormuz.

Déjà, sur la séance de vendredi, le marché pétrolier a été marquée par une flambée spectaculaire des prix du brut, alimentée par l'escalade militaire au Moyen-Orient et les craintes croissantes de perturbations majeures de l'approvisionnement mondial. **Les contrats à terme sur le WTI se sont envolés de 12,7% à 91,3 (+ 10,3 \$), pour franchir le seuil des 90 \$ le baril, atteignant leur plus haut niveau depuis août 2022. Les cours du Brent montent à 93,3 \$ (+ 63 cents), soit de + 0,7%.** Cette envolée reflète avant tout l'intensification du conflit opposant les Etats-Unis et Israël à l'Iran, qui fait désormais peser une menace directe sur l'ensemble du système énergétique régional. Le président américain Donald Trump a appelé l'Iran à accepter une reddition sans condition, ce qui renforce les craintes d'un conflit prolongé susceptible de perturber durablement les flux pétroliers mondiaux. L'élément le plus critique concerne la sécurité du détroit d'Ormuz, artère stratégique par laquelle transitent habituellement près de 20 millions de barils de pétrole et de produits raffinés par jour. Le ministre qatari de l'Energie, Saad al-Kaabi, a ainsi averti que les exportateurs du Golfe pourraient suspendre leur production dans les prochains

jours si les *tankers* ne peuvent plus emprunter ce passage maritime, ce qui provoquerait un choc majeur sur l'offre mondiale. Dans ce contexte, plusieurs producteurs ont déjà pris des mesures d'urgence pour adapter leurs flux commerciaux. L'Arabie saoudite a relevé ses prix officiels de vente pour les clients asiatiques et redirigé une partie de ses exportations vers des ports de la mer Rouge afin d'éviter le détroit d'Ormuz, tandis que certains producteurs du Golfe (notamment les Emirats arabes unis, le Koweït et l'Irak) ont suspendu leurs expéditions via ce corridor stratégique. Par ailleurs, selon des informations relayées par le *Wall Street Journal*, **le Koweït a commencé à réduire la production sur certains champs pétroliers, faute de capacités de stockage suffisantes dans un contexte de perturbation des flux logistiques**. Face à ces tensions, **les autorités américaines étudient différentes mesures destinées à atténuer les tensions sur les marchés, parmi lesquelles une éventuelle libération de pétrole provenant des réserves stratégiques ou encore l'autorisation temporaire accordée à l'Inde d'acheter certaines cargaisons de brut russe déjà en mer**.

En parallèle, les fondamentaux du secteur pétrolier américain montrent quelques signes d'ajustement de l'offre. Selon le rapport hebdomadaire très suivi de *Baker Hughes*, les compagnies énergétiques ont augmenté pour la première fois depuis quatre semaines leur nombre d'appareils de forage, un indicateur avancé de la production future. Le nombre total de plateformes pétrolières et gazières en activité aux Etats-Unis a ainsi progressé d'une unité pour atteindre 551 au cours de la semaine du 6 mars. Dans le détail, les appareils de forage pétrolier ont augmenté de quatre unités pour atteindre 411, leur plus haut niveau depuis le début du mois de février, tandis que les plateformes dédiées au gaz naturel ont diminué de deux unités pour atteindre 132. Malgré cette légère remontée hebdomadaire, le nombre total de plateformes reste toutefois inférieur de 41 unités à celui observé à la même période l'an dernier, soit une baisse d'environ 7%, ce qui suggère que l'offre américaine pourrait rester relativement contrainte à court terme. Par ailleurs, le secteur du raffinage américain affiche également certaines limitations temporaires : selon *IIR Energy*, environ 1,24 million de barils par jour de capacité de raffinage ont été arrêté aux Etats-Unis pour la semaine se terminant le 6 mars, un niveau qui devrait légèrement reculer à environ 1,2 million de barils par jour cette semaine. Dans l'ensemble, la dynamique actuelle du marché pétrolier reste dominée par les risques géopolitiques et les perturbations potentielles du commerce énergétique international, la situation au Moyen-Orient constituant désormais le principal facteur déterminant pour l'évolution des prix du brut à court terme.

L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a livré un diagnostic nuancé sur la situation pétrolière mondiale en lien avec le conflit en Iran. Si les réserves physiques de pétrole brut restent abondantes sur le marché mondial, l'organisation s'alarme d'un « problème sérieux de logistique ». Les frappes et les menaces dans le golfe Persique entravent la fluidité des exportations, obligeant les transporteurs à des détours coûteux ou à des suspensions de transit. **Ce n'est donc pas une pénurie de ressource qui menace l'économie mondiale, mais l'incapacité à acheminer l'énergie vers ses points de consommation**. Ce décalage entre l'offre disponible et l'offre accessible crée une prime de risque élevée sur les prix du baril. L'AIE appelle à une coordination internationale accrue pour sécuriser les détroits stratégiques et éviter que cette crise logistique ne se transforme en un choc inflationniste structurel.

---



***Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.***

### Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur [www.aurel-bgc.com](http://www.aurel-bgc.com)

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.